ELECTIONS LEGISLATIVES DU 30 JUIN 1968

CORRÉZIENS, CORRÉZIENNES,

La révolte des étudiants était une cause juste, mais les excès prolongés, les violences, les incendies de voitures, les pillages de magasins, imputables bien sûr à des éléments tout à fait extérieurs aux Facultés, étaient, eux, condamnables. Ils ont créé un climat de peur qui risque de nous valoir une majorité inconditionnelle... et parce que nous connaissons bien cette majorité, sa mentalité, son atonie, nous devons tout craindre pour l'avenir, les mêmes causes produisant généralement les mêmes effets.

Nous le déclarons avec force, notre seul but est de contraindre, dans le respect de la légalité, **à un changement de méthode ET DE POLITIQUE.**

Gouverner contre le gré du Parlement élu, passer outre à ses décisions, mépriser le Sénat, bafouer le Conseil d'Etat, ce n'est pas agir en REPUBLICAIN, et c'est finalement, on ne le dénoncera jamais assez, **aboutir au « pouvoir dans la rue ».**

Vouloir constituer à la fois une armée conventionnelle et une armée atomique et dépenser ainsi **près de trois mille milliards d'A.F. par an**, c'est contraindre notre pays à un effort démesuré, sans pour autant d'ailleurs, augmenter son potentiel de défense.

Distribuer chaque année comme un Monarque, des centaines de milliards aux Rois Noirs d'Afrique, c'est consentir un effort financier supérieur à ceux de la Russie Soviétique et des Etats-Unis, dépenses sans commune mesure avec nos possibilités, à un moment où nos provinces et particulièrement la nôtre, sont sous-équipées.

Effacer le pointillé des frontières, et supprimer les droits de douane, c'est bien !.. à condition que notre industrie, notre agriculture puissent, pour faire face à la concurrence étrangère, qui sera dure, s'équiper, se moderniser, grâce à des investissements productifs. Or, les assemblées économiques sont unanimes à déplorer l'insuffisance de ces investissements.

Alors ?.. Si l'on ne réduit pas les dépenses improductives nous allons droit à l'inflation ; une dévaluation avouée ou insidieuse surviendra dans un avenir plus ou moins proche ; les avantages consentis en faveur des travailleurs seront annihilés... et tout risque de recommencer.

Le danger sera d'autant plus grave que les agriculteurs ne manqueront pas de réagir; ne supportent-ils pas difficilement déjà en Corrèze que le prix du porc soit inférieur à

celui de 1961, et le prix du veau et de la viande bovine à peine égal à ceux de 1964... tandis que **leurs charges ne cessent de croître ?..**

Agriculteurs, ouvriers, artisans, commerçants, fonctionnaires, tous sont solidaires et toute atteinte portée au revenu des uns touche tous les autres...

N'oublions pas enfin que cette révolte de mai est l'œuvre des jeunes, et que demain, près de 25 millions de Français auront moins de 30 ans. Ils n'accepteront pas une société qui admet le chômage comme un mal nécessaire. Ils chercheront à obtenir par la force et dans la révolte les réformes de structure que nous n'aurons pas su ou que nous n'aurons pas voulu faire.

Il faut donc, pour éviter à notre pays une aventure tragique qu'aucun Français ne souhaite, changer radicalement de politique.

Gouverner c'est prévoir et c'est aussi choisir...

Un tel programme n'est pas seulement soutenu par les Communistes qui se sont désistés pour nous, mais PAR TOUS LES DEMOCRATES, par TOUS LES RÉPUBLICAINS DE CE PAYS... qui aspirent à ce changement de politique dans l'ORDRE, dans la LEGALITÉ, dans la PAIX, dans le respect du Drapeau Tricolore qui n'est pas celui de l'U.N.R. mais celui de tous les Français.

Faisons en sorte qu'au lendemain de tant de défaillances, grâce à notre union et à notre résolution, la 1re circonscription de la Corrèze RESTE FIDELE A LA REPUBLIQUE !

VIVE LA REPUBLIQUE !

VIVE LA FRANCE !

Jean MONTALAT

Député-Maire de Tulle
1er Vice-Président de l'Assemblée Nationale
Président de la CODER Marche-Limousin

Jean VINATIER

Conseiller Général - Maire de Seilhac
Pt de la Commission de l'Agriculture au Conseil Général
Président de la Coopérative d'Insémination Artificielle

MAUGEIN - TULLE